

Quelques infos sur le CA du 8 Janvier:

Parmi les informations de la présidence, une mise à jour des consignes sanitaires du ministère est attendue éventuellement la semaine prochaine, plus probablement la suivante (15-20 janvier), qui prendra en compte les dernières informations sur les mutations du virus et leur virulence et sur l'impact des fêtes de fin d'année. Dans l'intervalle, c'est la circulaire du 20 Décembre qui s'applique : à partir de la semaine prochaine, groupe de 10 étudiants maximum fragiles (à définir localement) avec des tuteurs « sentinelles » pour les gestes barrières, des tuteurs « vie universitaire » (à distance, qui orientent vers des webinars zens...) et plus tard des tuteurs « pédagogiques ». Ensuite possible retour des étudiants de 1ere année post-bacs en TD avec jauge de 50%. Pour les autres (que 1ere année), les consignes restent : distanciel sauf TP et examens.

A l'ordre du jour du CA, principalement le **budget**, que nous avons voté. Question amusante de J-Y Merindol qui n'avait pas encore compris que le CA de Paris-Saclay, c'est surtout le CA de Paris-Sud : il s'attendait à voir des milliards d'€ dans le budget et 20000 postes dans la masse salariale, (avec les ONR et les universités membres associés); mais non.

Avec le budget, on nous présente (sans vote) le **Projet Annuel de Performance**. Il nous apparaît intéressant d'y faire figurer d'autres indicateurs que ceux proposés et souvent imposés par le ministère (voir page 36 des diapos : nombre d'étudiants-entrepreneurs...). Nous pensons particulièrement à des **indicateurs à définir** sur la précarité des personnels et la mixité sociale des étudiants, dans toutes les filières.

Un autre point important était la **campagne emplois**. Elle se caractérise par un maintien des postes, ce qui n'était pas gagné compte tenu de l'absence de compensation du GVT par le ministère (0,8M€ cette année, à trouver ailleurs donc). Nous sommes intervenus pour expliquer notre vote contre (par cohérence avec les CT, car absence de GPRH, absence de bilan social...) tout en précisant que nous comprenions les difficultés de l'équipe RH, probablement sous-dotée pour accomplir sa tâche. Nous avons aussi souligné que, si le maintien des postes est mieux que leur gel, ce n'est pas suffisant compte tenu des attentes de + 360.000 étudiants dans le supérieur en 10 ans, qu'il faudrait satisfaire plutôt que de les sélectionner avec Parcours-sup, ce qui nécessiterait des milliers de postes et des dizaines d'universités.

Pour les PEDR: vote contre (car individualisation des rémunération, inégalité F/H et MCF/PR, démotivation de 50% des candidats) en précisant bien, cependant, notre soutien à la politique fondée sur l'expertise du CNU, et notre attachement à ce niveau national d'évaluation.

(*) Le *PAP* pour les intimes.